Céline Cottalorda a été nommée Déléguée pour la promotion et la protection des droits des femmes en novembre dernier. Portrait de celle qui défend les femmes à Monaco.

Céline Cottalorda : protéger les droits de femmes

par Lætitia Reynaud

© Direction de la Communication / Stéphane Danna

Pourriez-vous revenir sur votre parcours dans l'administration ?
J'ai intégré l'Administration en 2004 après avoir commencé ma carrière dans le privé, dans le domaine du marketing et de la communication, à Monaco Telecom puis au Grimaldi Forum. J'ai occupé les fonctions d'Adjoint au Directeur du Centre de Presse puis celles de Chargé de Mission pour la Communication à la Mairie de Monaco. Enfin, j'ai été nommée en 2010 Conseiller Technique au Ministère d'État, poste que j'occupe toujours, et j'ai intégré le Secrétariat Général du Gouvernement depuis sa création en 2016.

Quelle a été votre réaction lorsque vous avez appris votre nomination comme Déléguée pour la promotion et la protection des droits des femmes ?
D'abord la surprise puis tout de suite un grand enthousiasme. C'est un sujet qui est passionnant et sur lequel toute femme, même inconsciemment, s'est forcément un jour posé des questions. C'est bien sûr aussi un honneur et une reconnaissance de l'expérience acquise. Depuis ma désignation, j'ai reçu beaucoup de messages de soutien et d'encouragements, preuve qu'il existe une véritable attente autour de cet important sujet.

Par rapport aux autres pays européens, Monaco fait figure de bon élève en matière de protection des droits des femmes, les priorités sont-elles les mêmes que dans les pays voisins ?
Oui je crois que tous les pays européens sont confrontés aux mêmes défis, à savoir comment arriver à plus d'égalité notamment sur les salaires mais aussi comment faire évoluer les mentalités. L'autre priorité est le traitement de la violence faites aux femmes. A Monaco comme ailleurs, nous y sommes malheureusement confrontés. Nous sommes très attentifs à la manière dont on vient en aide à ces femmes à la fois sur le plan psychologique mais aussi sur le terrain pénal.

Où en sont les études que vous avez lancées avec l'IMSEE sur les violences faites aux femmes et les inégalités salariales ?
Ces études sont absolument nécessaires pour connaître la situation réelle à Monaco. L'IMSEE y travaille activement. Pour les violences, nous avons mis en place une nomenclature des indicateurs qui vont être suivis (en se référant aux indicateurs internationaux) et nous avons désigné des référents dans chaque entité accueillant des victimes qui seront chargés de collecter les données. L'IMSEE est très vigilant à la confidentialité des données qui est primordiale sur un petit territoire comme Monaco et à la manière dont nous allons comptabiliser les victimes. Nous devrions avoir les premiers résultats fin 2019 afin de disposer d'une année de recul sur les chiffres.
Sur les salaires, c'est également une étude complexe où l'IMSEE doit récolter des données qui jusqu'alors n'ont jamais été demandées. Plusieurs pistes sont actuellement à l'étude. Il faudra définir une méthodologie très précise. Les premiers résultats devraient être publiés au dernier trimestre 2020. Comme pour toutes les études de l'IMSEE, celles-ci ont été approuvées par son conseil scientifique et seront validées ensuite par ce dernier.

Comment comptez-vous obtenir des statistiques fiables, alors même que les femmes ont souvent peur de dénoncer leurs agresseurs ?
Bien entendu nous ne pourrons compter que ce qui est connu. Malheureusement on sait que par peur et/ou par méconnaissance des procédures certaines femmes n'osent pas dénoncer les faits dont elles sont victimes. Tout l'enjeu est que ces femmes puissent parler en confiance et soient bien informées sur leurs droits. A ce titre, la création de l'AVIP suite au vote de la loi de 2011 sur la répression des violences particulières est très précieuse. Des campagnes d'information ainsi qu'une formation du personnel accueillant les victimes doivent être menées sans relâche. Je vais également créer un site internet dédié aux droits des femmes et au comité.

On déplore le manque de femmes aux postes à responsabilité, que faudrait-il faire pour leur permettre de briser ce fameux plafond de verre ?
Il y a eu des évolutions à Monaco ces dernières années, même si on peut toujours mieux faire, avec la nomination de femmes à des postes à responsabilité comme Conseiller au cabinet du Prince ou Conseiller de gouvernement-Ministre. Pour la première fois, nous avons une femme qui occupe la Vice-Présidence du Conseil national, une autre qui est à la tête du CHPG ou encore à la présidence du Conseil économique et social. Ce sont des illustrations que les choses changent. Mais il ne faut pas se voiler la face. Il existe bel et bien un plafond de verre qui est lié aux barrières mentales que les femmes s'imposent. Beaucoup doivent choisir entre vie professionnelle et familiale et la fameuse « charge mentale » repose encore trop souvent sur leurs épaules. Une éducation à l'égalité dès le plus jeune âge est indispensable pour casser les stéréotypes et faire qu'on aille vers un meilleur partage des tâches. La mise en place de quotas est également une piste à ne pas négliger avec la prudence nécessaire pour adapter ce principe à un petit pays comme Monaco.

© DepositPhoto/Olivier26

Quelles mesures comptez-vous mettre en place pour inciter les entreprises à lutter contre les inégalités salariales ?
Cela dépendra des résultats de l'étude de l'IMSEE. Si nous constatons de fortes inégalités, je proposerai de mettre en place des campagnes de sensibilisation et d'incitation davantage que des mesures coercitives. Dans ce domaine, il faut commencer par faire de la pédagogie et par démontrer aux chefs d'entreprise en quoi la diversité de genre améliore les résultats des entreprises et les rendent plus attractives. Certains pays vont plus loin comme l'Islande qui a voté une loi pour imposer la parité dans les entreprises.

Quel bilan dressez-vous des quelques mois d'existence du Comité pour la promotion et la protection des droits des femmes ?
Un bilan très riche. Depuis que j'ai commencé ma mission, j'ai rencontré de nombreux acteurs aussi bien associatifs, qu'administratifs ou institutionnels. Cela m'a permis de dresser un état des lieux des besoins et de proposer les premières actions à mettre en place. Lors de la première réunion plénière du comité le 8 mars dernier, plusieurs mesures concrètes ont été annoncées : l'octroi de subventions pour les associations qui œuvrent en faveur des femmes, le dépôt d'un projet de loi sur l'allongement du congé maternité de 16 à 18 semaines et le lancement d'une étude pour recenser les textes juridiques contenant des dispositions obsolètes. Entre temps, je poursuis un dialogue régulier avec les membres du comité pour améliorer la formation du personnel accueillant des victimes de violences, la sensibilisation à l'égalité hommes /femmes auprès des jeunes et des adultes et la communication. Ce dernier volet est essentiel pour que le droit des femmes progresse dans les esprits. En cela la culture et le sport sont d'excellents leviers pour toucher un large public, tout au long de l'année, sans attendre le 8 mars ! Et à Monaco nous avons la chance d'avoir beaucoup d'événements qui sont autant d'occasions de parler de cette cause.

Last November, Céline Cottalorda was appointed Chief Officer for Women's Rights and here we talk to her about her role protecting the rights of women in Monaco.

Céline Cottalorda: protecting women's rights

© DepositPhoto/crystaleyemedia

Tell us about your career the public sector

Having started my career in the private sector, I entered the public sector in 2004 in a marketing and communications role at Monaco Telecom and later for the Grimaldi Forum. I then worked as Assistant to the Director of the Press Centre and was employed in the communications department of Monaco Town Hall. In 2010, I began my current role as Technical Advisor to the Ministry of State and joined the general secretariat of the government when it was set up in 2016.

How did you feel when you realised you had been appointed Chief Officer for Women's Rights?

First of all, I was surprised and then I felt full of enthusiasm: it's a fascinating area and one about which all women, even subconsciously, have questions at some point in their lives. It is also an honour and is recognition of my experience. Since being appointed, I have received many messages of encouragement and support, which proves that people are expecting something to come of this important role.

Compared to other European nations, Monaco has a good record when it comes to women's rights, so are the priorities for the Principality different from those of neighbouring countries?

My view is that all European countries face the same challenges in this area, such as how to achieve equal pay for men and women and, over and above that, how to change people's mindsets. The other priority is how to deal with violence against women. In Monaco, just as elsewhere, we are, unfortunately, confronted with this issue. We are very careful about how we offer help to these women, both on a psychological level, as well as within the legal system.

At what stage are the studies you started in conjunction with IMSEE about violence against women and the lack of equal pay?

These studies are absolutely essential in order to reveal the real situation within Monaco and IMSEE are actively working on it at the moment. On the subject of violence, we have compiled a classification/glossary system (referring back to international guidelines) and we have representatives within each centre for victims whose job it is to collect all the relevant data. IMSEE is very vigilant about data protection and the way we categorise the victims of violence, which is paramount in a small territory like Monaco. We should get the first results at the end of 2019, when we will have a whole year's figures to study.

In relation to salaries, IMSEE is also conducting an in-depth survey, the likes of which has never been done before. There are various avenues of study and a very precise methodology has had to be defined. The first results are due to be published in the first quarter of 2010. As will all IMSEE surveys, these studies have been approved by a dedicated scientific committee and will be endorsed by the same committee when concluded.

How will you obtain reliable statistics, when women are often afraid to denounce their attackers?

We can, of course, only work with known facts. Unfortunately, we know that either through fear or ignorance, some women do not dare to come forward to denounce the violence of which they have been victims. The challenge is to make these women realise that they can speak in confidence and to inform them of their rights. In this respect, the

Victims of Criminal Offences Help Association (AVIP), set up after the 2011 law against domestic violence, is very important to us. Awareness campaigns, as well as training for those dealing with the victims of violence, need to be continuous and I am also setting up a committee website dedicated to women's rights.

It's often said that there are not enough women in positions of responsibility – what do women have to do to break through the infamous glass ceiling?
Things have progressed in the right direction in Monaco over the past years (even though we could do better) with the appointment of women into positions of power, such as Advisor to the Prince's Office and Government Advisor. For the first time, we have a woman Vice-President of the National Council, a female in charge of the Princess Grace Hospital and a woman President of the Economic and Social Committee. This does show that things are changing but we must not fool ourselves: the glass ceiling does exist and is linked to the mental blocks that women place upon themselves. Many have to choose between professional and family life and the concept of the "mental workload" rests all too often upon the shoulders of women. Educating even the youngest children about equality is indispensable, in order to do away with stereotypes and to work towards a fairer distribution of household tasks. We will also look at setting quotas – but care needs to be taken with such a measure in a small country like Monaco.

What measures will you be putting in place to encourage businesses to fight against unequal pay between men and women?
That will depend upon the results of the IMSEE study. If we see that there are big disparities, I will suggest putting in place awareness and incitement campaigns, rather than imposing punishments. In this area, we need to proceed with teaching and information, showing business owners that diversity improves results and makes them more attractive. Some countries go even further, such as Iceland, where parity at work between the sexes is law.

How would you assess the progress of the Committee for the Promotion and Protection of Women's Rights so far?
Very positively. Since I started in this job, I have met numerous influential people working in charities, the administration and different institutions and this has enabled me to draw up guidelines of what is needed and to suggest the first things we will act upon. During our first full meeting of the committee on 8 March, we announced several concrete measures: grants for charities that strive for women's rights; a white paper proposing to increase maternity leave from 16 to 18 weeks; and the launch of a study to bring obsolete parts of the law up to date. In the meantime, I am in regular contact with members of the committee, in order to improve training for those dealing with the victims of violence and to raise awareness amongst young people, as well as amongst adults, in relation to sexual equality. Communication is essential in order for the rights of women to evolve in people's minds and, for this, sport and culture are excellent tools to reach a wider public all year round, without waiting for International Women's Day on 8 March! And, in Monaco, we are lucky enough to have many events that can be used to speak about this cause.

© Direction de la Communication / Stéphane Danna